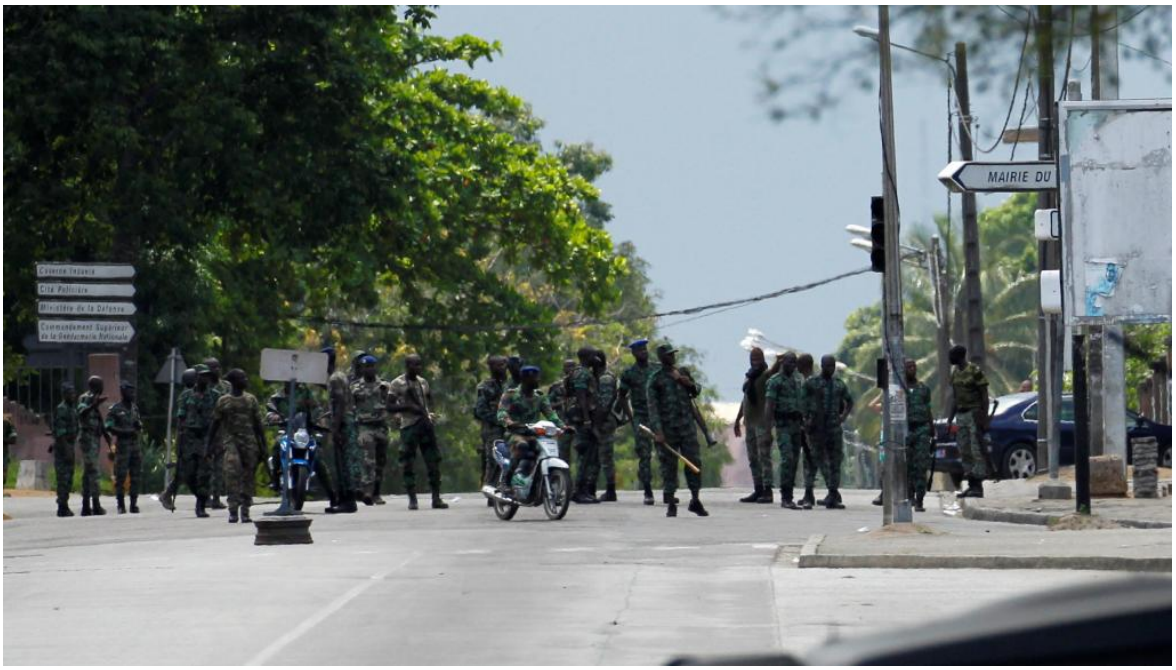
# le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494 Le 21 mai 2017 N° 434 PRIX : 0,60 Euro


## Côte d'Ivoire




# Mutinerie de soldats :

# Ouattara récolte ce qu'il a semé !

- **Sommaire au verso**

## sommaire

Éditorial

**Côte d'Ivoire :** Mutinerie de soldats : Ouattara récolte ce qu'il a semé

Pages 4
**Tchad:** La menace d'une grève des agents hospitaliers a fait céder le gouvernement

Pages 5
**Éthiopie :** Un État qui ne supporte pas la liberté de presse

Pages 6 à 9
**Zone Cfa :** À propos du débat autour du franc CFA

Page 10
**France:** Macron, un valet du capital contre les travailleurs

**Page 11**
**France:** La commémoration de l'esclavage ne doit pas occulter l'exploitation capitaliste

**Abonnement**
**France** : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

**Autres pays : n**ous consulter

**Adresse**
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
**Site internet:**
www.uatci.org

# Editorial 

## *Côte d'Ivoire*

### *MUTINERIE DE SOLDATS : OUATTARA RÉCOLTE CE QU'IL A SEMÉ !*

*Pour n'avoir pas payé les prébendes à ses ex-milices qui l'avaient pourtant porté au pouvoir, Ouattara et son staff au pouvoir ont organisé tout un cinéma retransmis comme il se doit à la télé, à la radio et relayé par le journal gouvernemental. Leur comédie consistait à ce qu'une prétendue délégation de soldats qui étaient en fait des éléments aux ordres, vienne annoncer en grande pompe le renoncement à leurs revendications.*

*Voici ce que disait solennellement le porte-parole de cette délégation, ce 10 mai :* « … nous soldats des armées, terre, air, mer, renonçons définitivement à toute revendication d'ordre financier… Nous prenons l'engagement solennelle de se ranger et de se mettre aux ordres de la République ».

*Et à Ouattara de répondre :* « … je sais que vous les jeunes, vous tenez à votre pays. Et je vous fais confiance… ». *Ensuite, dans sa grande magnanimité, il leur a annoncé le relèvement des baux pour tous les corps habillés de 20.000 Fr par mois… à compter de janvier 2018, la gratuité de la Sotra pour les gardes pénitenciers qui n'en bénéficiaient pas jusque-là, le passage au grade supérieur à 4 ans au lieu de 7 ans, l'amélioration de la vie dans les casernes.*

*La réponse des soldats mutins des casernes, s'est fait entendre à peine quelques heures après cette rencontre au Palais présidentiel. Elle n'était pas faite de discours à l'adresse de leur* « Papa » *Ouattara. Elle sera au contraire assourdissante aux oreilles des gens du pouvoir ! A travers les crépitements de leurs armes, les soldats en révolte ont montré que, comme leurs maîtres au pouvoir, ils préfèrent encore plus leur poche à toute autre considération. De plus, ils avaient manifestement l'esprit assez clair pour ne pas se contenter d'une aumône de 20.000 Fr payable dans 6 mois que leur proposait leur papa, sachant qu'ils pouvaient en arracher bien plus en faisant claquer les armes !*

*Le pouvoir, blessé dans son amour-propre, a alors voulu rouler les mécaniques en menaçant les mutins de représailles des plus sévères, notamment par la bouche du Général Sékou Touré, chef d'Etat-major des armées. Celui-ci déclara à la télévision qu'il allait lancer une* « opération pour

rétablir l'ordre ». *Le porte-parole du RDR demandait quant à lui que les* « véritables meneurs » *soient identifiés et que* « les masques et les cagoules tombent… ».

*Lors de la mutinerie de janvier 2017 à Bouaké*

*Sauf qu'un Général sans troupe, ce qui est le cas du Chef d'État-major, pouvait difficilement* « rétablir l'ordre » *! En effet, quelle troupe pouvait-il donc envoyer pour réprimer ne serait-ce que les 500 soldats de Bouaké en révolte ? Les ex-Fds de Gbagbo ? Autant dire que ceux-là qui rêvent eux-aussi de palper les 12 millions, n'ont certainement ni la force, ni l'envie d'en découdre et encore moins d'être envoyés au casse-pipe par un Sékou Touré avec lequel ils n'ont probablement aucune attache, voire peut-être même l'inverse si celui-ci a combattu dans le camp Ouattara contre Gbagbo!*

*Il ne restait donc plus à l'État-major des armées que de s'en remettre aux hommes de Soro Guillaume, à ces ex-comzones : Zakaria Koné, Chérif Ousmane et Issiaka Wattao (ce dernier étant actuellement aux commandes de la « Garde Républicaine »). Sauf que tous ont poliment décliné ce cadeau empoisonné, sachant que ce qu'on leur demandait était rien moins que de couper eux-mêmes la branche sur laquelle ils sont agrippés. Cela, d'autant plus qu'en réponse aux propos va-en-guerre du Chef d'État-major, les 8400 soldats ex-rebelles répartis dans différentes casernes du pays se sont aussitôt mis dans la danse, perturbant l'activité économique des principales villes dont Abidjan et San-Pédro.*

*Du coup, la peur a changé de camp. Le pouvoir est vite revenu à de meilleurs sentiments. Ouattara a aussitôt débloqué les sous par virement bancaire, à raison de 5 millions de francs par tête de pipe aux 8400 mutins et a promis de payer 2 autres millions dès le mois de juin. Ce qui fait un total de 12 millions pour chacun, sachant qu'au mois de janvier, toujours par la force des armes, ces soldats avaient déjà obtenu un premier paiement de 5 millions de francs par personne.*

*Le pouvoir n'en est pas pour autant quitte. D'une part, parce que certains de ces soldats ont déjà monté les enchères à 18 millions, au lieu des 12 millions initialement. Ensuite, parce que d'autres ex-rebelles, ceux recasés à la douane, à la garde pénitentiaire, aux Eaux et forêts, etc., tous ceux-là écartés jusque-là de ce magot, pourraient eux aussi trouver inspiration. Ensuite, il y a aussi leurs « collègues » ex-rebelles, au nombre de dizaines de milliers, aujourd'hui dans la nature, dont beaucoup se sont recyclés en coupeurs de routes et en bandits de grands chemins. Se croyant dans leur bon droit, ils pourraient trouver eux aussi des voies et moyens plus convaincants pour se faire entendre et réclamer eux aussi justice !*

*Et comble pour le pouvoir, il y a, devrait-on dire, en face, tous ces gendarmes, policiers et autres ex-Fds, qui ont combattu pour Gbagbo et qui font eux aussi partie intégrante des forces armées. Ils pourraient, s'ils trouvent la force, exiger leur part de butin. Rappelons que les gendarmes s'étaient déjà mis dans la danse à la suite de la révolte des soldats au mois de janvier. Mais non invités à la ripaille, ils avaient été aussitôt réprimés par les forces armées de Ouattara, à sa demande. Les forces qui*

*avaient alors réprimé les gendarmes étaient celles-là mêmes qui venaient d'empocher leur magot.*

*C'est par crainte de tous ces dangers qui guettent son pouvoir que Ouattara s'est empressé de signer de nombreux décrets en faveur des corps habillés. Parmi ceux-ci, on peut citer notamment le relèvement des baux de tous les corps habillés de 20.000 Fr par mois, y compris pour les paramilitaires ; un décret aussi au bénéfice des surveillants des prisons qui toucheront dorénavant une* « indemnité de risque » *compris entre 80.000 Fr et 125.000 Fr par mois, ainsi qu'une « indemnité de suggestion » entre 40 mille francs et 75 mille francs par mois.*

*Ouattara cède, mais rien ne dit que ces ex-rebelles qui ont appris à dévaliser les banques, piller et racketter, se contenteront de ces gestes d'apaisement venant d'un pouvoir aux abois.*

*En tout cas, les travailleurs sont témoins que le gouvernement, comme les riches d'ailleurs, savent lâcher le morceau, à condition d'avoir en face une force capable de les attaquer exactement là où ça leur fait le plus grand mal. Et si les corps habillés tirent leur force de leurs armes, les travailleurs la tiennent de leur position dans l'économie et de leur capacité à s'organiser et à paralyser cette économie capitaliste désastreuse pour les travailleurs et les pauvres!*

# Tchad

## *LA MENACE D'UNE GRÈVE DES AGENTS HOSPITALIERS A FAIT CÉDER LE GOUVERNEMENT*

Le 17 avril dernier les agents de l'« *hôpital de la mère et de l'enfant* » de Ndjaména ont menacé d'entrer en grève le 24 avril pour une semaine, avec service minimum, si les autorités refusent toujours de satisfaire leurs revendications : paiement des arriérés de salaire, de 15 mois de prime d'intéressement, 7 mois de prime de garde et 8 mois de prime de responsabilité.

Avant le délai prévu pour la grève, le gouvernement s'est dépêché de payer une partie des arriérés de salaires et trois mois de prime de garde au lieu de sept. Il a promis de satisfaire le reste des revendications dès que possible. Il faut dire que les autorités ont eu peur que la grève, une fois déclenchée, ne s'étende à d'autres hôpitaux.

Lors d'une assemblée générale tenue le 24 avril dans l'enceinte de l'hôpital, l'Union syndicale des travailleurs du Tchad, le syndicat des travailleurs et des affaires socio-sanitaires du Tchad et la cellule syndicale de l'«hôpital de la mère et de l'enfant » ont décidé de suspendre la grève pour un délai de trois semaines, pour voir si le gouvernement tient sa parole car ils ont l'habitude de ses promesses sans lendemain.

En attendant, les agents de cet hôpital restent déterminés et prêts à reprendre la grève si les autorités ne respectent pas leurs engagements.

# Éthiopie

## *UN ÉTAT QUI NE SUPPORTE PAS LA LIBERTÉ DE PRESSE*

Un opposant est en passe d'être jugé parce qu'il est reconnu coupable « *d'incitation au terrorisme* » par les autorités éthiopiennes. Il s'agit de Yonathan Tesfaye, un des dirigeants d'un parti d'opposition, le Parti Bleu. Son crime c'est d'avoir dénoncé, dans les pages Facebook de son organisation, la violence du pouvoir lors des manifestations des populations Oromo et Amharas en 2015-2016. Ces deux ethnies constituent 60% de la population alors que l'État central est depuis plus de 25 ans entre les mains des personnes issues de l'ethnie minoritaire des tigréens qui n'en représentant que 10%. Elles se sont soulevées contre cette oppression.

La répression des manifestations de 2015-2016 a fait plus de 700 morts, selon des organisations de défense des droits de l'Homme. Le pouvoir central a renforcé sa dictature en décrétant l'état d'urgence. Plus de 11 000 personnes ont été arrêtées depuis son instauration ; la plupart d'entre elles ont ensuite été libérées après avoir suivi un programme de « *rééducations et conseils* ». De la même manière, des blogueurs et des organisations comme « *Collectif Zone 9* », ont été accusés de favoriser des attaques terroristes sous prétexte de coopération avec un groupe d'opposition appelé Ginbot 7 se trouvant aux États-Unis.

Les autorités répriment et emprisonnent des journalistes et des membres des médias qui osent dénoncer leurs abus ou sont favorables à des changements. La liste est longue. Parmi eux, il y a Eskinder Nega qui purge actuellement une peine de 18 ans de prison. D'autres blogueurs attendent l'issue de leur jugement. Bien d'autres s'autocensurent, démissionnent ou prennent le chemin de l'exil.

L'État éthiopien est connu pour être l'un des pires en matière de liberté d'expression. C'est le troisième pays d'Afrique en nombre de journalistes incarcérés après l'Egypte et l'Erythrée. Dans ce pays, la plupart des journaux, stations de radio et chaînes de télévisions sont contrôlés par l'État et ne diffusent que la voix du maître.

Les dirigeants éthiopiens se vantent d'avoir un taux de croissance à deux chiffres et d'attirer de plus en plus d'investisseurs étrangers. Ils se frottent les mains car c'est une opportunité de plus pour se remplir les poches. La bourgeoisie locale profite aussi de l'aubaine pour faire de bonnes affaires sur le dos des travailleurs. Mais pour que tout ce petit monde de margoulins et d'exploiteurs puisse s'enrichir en toute tranquillité, ils ont besoin d'une dictature féroce sur la majorité de la population … jusqu'à ce que la révolte des opprimés les emporte.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

# Zone Cfa

## *À PROPOS DU DÉBAT AUTOUR DU FRANC CFA*

Le 14 avril dernier, Michel Sapin le ministre français de l'Économie (sous la présidence de Hollande) a fait le déplacement à Abidjan pour participer à une réunion des États membres de la zone CFA. Certains commentateurs ont dit qu'il était venu « *au chevet du Franc CFA* » qui serait un peu secoué par une petite crise. Il y aurait, au sein des dirigeants africains, des partisans d'une autonomie plus affirmée du franc CFA par rapport à la France et à l'euro et ceux qui veulent la maintenir dans son statut actuel.

*Michel Sapin lors du dernier sommet de la zone CFA à Abidjan*

Interrogé par des journalistes sur ce qu'il en pensait, Michel Sapin s'est caché derrière une neutralité hypocrite. *"Ce n'est pas un sujet que j'aborde car c'est un sujet qui appartient aux Africains. Le Franc, malgré son nom est la monnaie des Africains, ce n'est plus la monnaie de la France [….] Sur toutes ces questions-là, c'est aux Africains de se prononcer et ce n'est pas à nous de le faire à leur place".*

C'est pourtant une monnaie qui vient tout droit de la colonisation française et qui illustre près de 60 ans après les indépendances, la perpétuation de la dépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. Le Franc Cfa n'est pas la seule survivance de ce lien historique ; les bases militaires françaises implantées en Afrique en font aussi partie, de même que de multiples liens culturels et humains qui se perpétuent entre le personnel politique et militaire de la France et ceux de ses anciennes colonies.

***Une monnaie coloniale***

Le « *Franc des colonies françaises d'Afrique* », l'ancêtre du Cfa actuel, a été créé au lendemain de la deuxième guerre mondiale, en décembre 1945. Il reste en vigueur jusqu'à la veille de la décolonisation. Face à la montée des mouvements anticolonialistes, le général De Gaulle alors au pouvoir en France, propose à ses valets africains une certaine autonomie dans le cadre de la « *communauté française* ». C'est ainsi qu'à partir de 1958 le franc CFA, tout en gardant ses initiales, devient « *franc de la Communauté financière africaine* » pour les Etats membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), et le « *franc de la coopération financière en Afrique centrale* » pour les pays membres de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC).

Seul le dirigeant guinéen Sékou Touré refuse de voter « oui » à l'appartenance à la « *communauté* » lors du référendum de 1958. La même année, la Guinée devient indépendante et Sékou Touré crée sa propre monnaie, le franc guinéen, en 1960.

En 1962, le dirigeant nationaliste malien Modibo Keita quitte à son tour la zone CFA et crée le franc malien. Il est renversé en novembre 1968 par Moussa Traoré qui obtient la réintégration du Mali dans la zone franc en 1984.

En juin 1973, alors que Madagascar est sous un régime de militaires nationalistes, Ratsiraka (alors capitaine de corvette et ministre de Affaires étrangères du Comité militaire), met fin aux « *accords de Coopération* » avec la France ainsi qu'à l'appartenance de Madagascar à la zone Franc. Jusqu'aujourd'hui, l'Ariary reste la monnaie locale dont le cours change au fil des jours (actuellement, 1 euro = 3486 Ariary).

***Le CFA aujourd'hui***

La zone CFA actuelle est constituée de 14 États. Le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo sont regroupés au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Tandis que le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad le sont dans la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale).

Deux de ces États, la Guinée Equatoriale (ex-colonie espagnole) et la Guinée-Bissau (ex-portugaise) ont intégré cette zone monétaire respectivement en 1985 et en 1997. Les îles Comores en font aussi partie mais avec un statut particulier.

Depuis 1993, les francs CFA d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ne sont plus interchangeables. Par exemple, si un Camerounais veut aller en Côte d'Ivoire, il doit convertir ses francs CFA de la Cemac en euros, puis convertir ses euros en francs CFA de l'UEMOA ; et sur chaque transaction, il paie une taxe ! Cette aberration fait partie des conditions imposées par l'État français. Une des conditions pour garantir la convertibilité de cette monnaie c'est que chacun des Etats membre doit déposer 50 % de ses réserves de change (65 % jusqu'en 2005) auprès du Trésor français.

Cette monnaie est un des maillons de la domination économique et politique de l'impérialisme français sur ces États africains. L'État français « *garantit* » leur monnaie tout en garantissant pour ses propres capitalistes un espace économique ultra favorable. Le groupe français Bolloré qui opère dans de nombreux pays africains, peut par exemple rapatrier ses bénéfices sans difficulté et faire circuler ses capitaux dans la zone CFA sans prendre de risque et sans payer les frais de change. C'est un énorme avantage par rapport à ses concurrents.

Cette mise sous tutelle de l'économie des pays de la zone Franc est de plus en plus décriée, y compris au sein du cercle des dirigeants africains. Ceux-ci veulent bien continuer de bénéficier de la protection militaire de l'impérialisme français, mais souhaitent en même temps une marge d'autonomie plus grande dans le domaine monétaire et faire des échanges plus librement avec la Chine par exemple, ou avec d'autres pays africains.

***Ce que veulent les « souverainistes » africains … et ce qu'ils font quand ils sont au pouvoir***

De plus en plus de voix se lèvent en Afrique et dans la diaspora africaine pour dénoncer cette tutelle monétaire qui rappelle trop visiblement la tutelle coloniale. Elles souhaitent « *couper le cordon ombilical* » et créer une monnaie commune africaine non arrimée à l'Euro et dirigée de manière « *souveraine* » par des Africains.

Le dictateur tchadien Idriss Deby, qu'on ne peut pas taxer d'anti impérialiste, fait partie de ceux-là. Il joue le rôle de bras armé de l'impérialisme français au Mali et au Niger, entre autres, et doit sa longévité au pouvoir à la bienveillance des dirigeants de l'Etat français. Il a néanmoins déclaré en août 2015 à l'occasion des 55 ans de l'indépendance de son pays, que « *le moment est venu de couper ce cordon qui empêche l'Afrique de décoller. Il faut que cette monnaie africaine soit maintenant réellement la nôtre* ». Il est au pouvoir de-

puis près de 27 ans et a toujours le « *cordon* » de l'impérialisme français collé à son nombril !

Certains économistes et hommes d'affaires africains pensent la même chose. Selon eux, c'est cette absence de souveraineté sur leur monnaie qui bride l'économie africaine et empêche ces pays de se développer. Ils disent que le franc CFA est surévalué par rapport aux monnaies d'autres pays africains tels que le Nigéria, le Ghana ou l'Afrique du Sud et que si les États de la Zone Cfa pouvaient faire fonctionner la planche à billets à leur guise, ils pourraient mieux faire face à la concurrence internationale. Ils disent que si le riz produit au Mali n'arrive pas à concurrencer celui importé d'Asie ou que le boubou fabriqué à Dubaï est moins cher que celui fabriqué au Sénégal, c'est à cause du cours trop élevé du franc CFA.

C'est une tromperie que de faire croire que si on baissait le taux de change du CFA, cela irait mieux pour les populations africaines. Les travailleurs et les classes pauvres des pays de la zone CFA n'ont pas oublié la brusque dévaluation de 50% du franc CFA en janvier 1994. Cela s'est traduit pour eux par une perte catastrophique du pouvoir d'achat et par une aggravation de la misère. Les conséquences de cette dévaluation sont visibles jusqu'à nos jours car il n'y a jamais eu de rattrapage sur les salaires alors que dans le même temps le coût de la vie n'a pas cessé de grimper.

On peut entendre le même son de cloche dans certains milieux de politiciens de l'opposition en Afrique avec un ton parfois virulent. Ils se disent d'autant plus « *anti-CFA* » que lorsqu'ils étaient hier au pouvoir, ils n'ont rien tenté pour en sortir car cela demandait d'avoir un certain courage politique pour s'opposer à la puissance de tutelle.

C'est le cas des partisans de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire. On peut lire dans leur journal quotidien La Voie-Originale du 25 avril 2017 un long article expliquant « *pourquoi il faut se défaire du franc CFA* ». Selon le rédacteur, « *si les pays africains de la zone franc veulent se développer à l'instar des tigres d'Asie, ils doivent retrouver le contrôle de leur monnaie et s'en servir pour leur développement […] Les Etats membres de l'UEMOA et de la CEMAC ne peuvent pas mener une politique monétaire parce qu'ils sont pris dans l'engrenage du franc CFA et du Trésor Français [...] à travers les banques coloniales. En Côte d'Ivoire par exemple, la SGBCI et la BICICI jouent pleinement le rôle des banques de France* … ». En conclusion : « *La France est pour ses ex-colonies, un véritable cancer dont il faut se débarrasser* ».

*Laurent Gbagbo et Vincent Bolloré en 2004*

Pourtant, le FPI et son dirigeant Laurent Gbagbo ont été au pouvoir durant de nombreuses années mais ils n'ont rompu ni avec les accords secrets de défense, ni avec le franc CFA. Aucune des banques françaises qualifiées de « *coloniales* », aucune entreprise française n'a été égratignée. Bien au contraire, c'est même Gbagbo qui, lorsqu'il céda le monopole du terminal à conteneurs du Port d'Abidjan à l'homme d'affaires français Bolloré, en 2004, s'était félicité du « *partenariat gagnant-gagnant* » (ce sont ses propres termes) entre eux deux. Alors, que

valent les paroles de ces mêmes gens-là aujourd'hui lorsqu'ils n'ont pas le pouvoir ?

***Éviter le piège du nationalisme qui mène à l'impasse***

Parmi les organisations qui essaient de se faire remarquer dans les réseaux sociaux comme le plus « anti franc CFA » il y a Urgences Panafricanistes (URPANAF). Cette ONG revendique plusieurs milliers de militants répartis dans plusieurs capitales africaines. Elle se fait aussi remarquer à travers des actions d'éclats médiatisées lors des sommets entre la France et les États de la zone CFA. Son dirigeant, Kémi Séba, promet de lancer une campagne de boycott des produits français au cas où son appel de mettre fin au franc CFA n'est pas entendu par les dirigeants. C'est essentiellement dans une fraction de la petite bourgeoisie urbaine des capitales africaines et dans celle de la diaspora africaine des pays occidentaux que se limite son discours.

*Une affiche du « Front Anti-CFA »*

Tous ces gens-là, prétendent parler au nom des intérêts des populations africaines en général, au nom du « *développement de l'économie africaine* » comme si tous les africains constituaient un bloc homogène ayant les mêmes intérêts. En réalité ils ne représentent tout au plus que les intérêts d'une fraction d'hommes d'affaires africains ainsi que les ambitions de quelques politiciens qui veulent un peu plus d'autonomie par rapport à l'État français pour mieux profiter d'une plus grande « *souveraineté* » de leur appareil d'État.

Les intérêts des travailleurs africains, des petits paysans et plus généralement de la population pauvre ne se trouvent pas sur le terrain de la souveraineté monétaire. Ce qui est important pour eux ce n'est pas la couleur de la monnaie avec laquelle ils sont payés mais de pouvoir vivre décemment du fruit de leur travail. Ils vivent misérablement car ils sont dominés et exploités par des capitalistes rapaces dont la seule préoccupation est de faire le maximum de profits. Les conditions d'existence des travailleurs Ghanéens, Guinéens ou Nigérians (pour ne citer que ces trois pays africains possédant chacun leur monnaie nationale) ne sont pas meilleures que celles de leurs frères sénégalais ou ivoiriens vivant en zone CFA. Ils sont tous exploités de la même manière et touchent des salaires de misère qui ne permettent pas de mener une vie décente.

C'est l'accumulation des richesses et des moyens de productions entre les mains d'une petite minorité d'un côté et l'aggravation de la misère pour le reste de la population laborieuse qui est la question à résoudre pour que le monde soit plus vivable pour la grande majorité. C'est le système capitaliste qui est responsable de cette misère. Il domine l'économie mondiale. Et tant que les travailleurs ne mettront pas fin à ce système profondément injuste, leurs conditions d'existence ne feront globalement que s'empirer.

# France

## *MACRON, UN VALET DU CAPITAL CONTRE LES TRAVAILLEURS*

L'élection présidentielle a récemment eu lieu en France. Au 2ème tour Emmanuel Macron a été élu contre Marine Le Pen. Le taux important des abstentions et du vote blanc et nul a cependant montré qu'une partie importante de l'électorat, notamment dans les quartiers populaires, a refusé le choix entre la millionnaire d'extrême droite et le chouchou des banquiers.

Dans le milieu des travailleurs originaires d'Afrique et dans celui des immigrés en général, la plupart se sentent soulagés que Le Pen ne soit pas élue. Cela est compréhensible car elle est dirigeante d'un parti raciste fondé par son père qui a pratiqué la torture contre les indépendantistes algériens lorsqu'il était militaire là-bas à l'époque où ce pays était colonie française. Ce parti veut faire des travailleurs immigrés des boucs émissaires et c'est cela qu'il exprime lorsqu'il se déclare être favorable à une politique de « préférence nationale ». Il est révélateur que dans les villes gérées par le Front National, les maires multiplient les tracasseries à l'encontre des associations d'aide aux immigrés et d'aide aux habitants des quartiers défavorisés en général.

Mais si Le Pen a été écartée de l'Elysée, avec Macron, c'est un exécuteur des basses œuvres de la bourgeoisie qui vient d'y accéder. Il appliquera sans état d'âme toutes les exigences de la haute finance. Il veut démolir le Code du travail et laisser les mains libres au grand patronat pour licencier, supprimer des emplois et fermer des usines. Les travailleurs, s'ils veulent s'opposer à toutes les mesures anti ouvrières, devront se défendre par les seules armes dont ils disposent : les grèves, les manifestations, les luttes collectives.

Engagé dans une guerre de classe féroce contre les travailleurs, le patronat finira par déclencher des explosions sociales comme en Guyane. Ces explosions sociales bien que nécessaires pour empêcher les travailleurs de sombrer dans la misère, ne seront cependant pas suffisantes si elles ne sont pas guidées par une claire conscience que leur ennemi principal c'est la grande bourgeoisie, celle qui possède des entreprises, des banques et dirige l'économie.

Le Front national a obtenu plus de suffrages que jamais dans le passé, y compris dans les quartiers populaires. Cela est dû au fait que les partis qui se sont succédé au pouvoir n'ont pas cessé de multiplier les attaques contre les travailleurs, ils ont suscité du même coup leur colère. C'est l'expression de cette colère qui s'est traduite dans les urnes sous forme de vote en faveur de Le Pen et cela constituera un encouragement pour les réactionnaires et les racistes qui cherchent à dresser les travailleurs les uns contre les autres pour mieux désarmer leur combat contre le grand capital.

Il est vital que les travailleurs retrouvent la conscience de leurs intérêts communs et renouent avec le combat du mouvement ouvrier contre le capitalisme. Dans ce combat les travailleurs immigrés ont toute leur place.

# France

## *LA COMMÉMORATION DE L'ESCLAVAGE NE DOIT PAS OCCULTER L'EXPLOITATION CAPITALISTE D'AUJOURD'HUI*

Comme chaque année, la journée du 10 mai a été consacrée en France à la commémoration de l'esclavage et de la traite. François Hollande et Emmanuel Macron ont participé ensemble à la cérémonie pour cette occasion au jardin du Luxembourg à Paris. Ils ont appelé à « faire la paix des mémoires ».

Une partie importante de la bourgeoisie française mais aussi européenne, s'est enrichie du 17ème au 19ème siècle grâce à la traite d'environ 12 millions d'hommes et de femmes arrachés à l'Afrique pour en faire des esclaves. Grâce à leur travail dans les immenses domaines agricoles du Nouveau monde, des Caraïbes, des îles de l'Océan Indien, les capitalistes ont bâti des fortunes colossales.

Depuis le début de l'ère industrielle, la bourgeoisie capitaliste s'est livrée durant des dizaines d'années en Europe puis en Amérique à l'ignoble travail des enfants dans les mines et dans les usines. Cette réalité continue aujourd'hui dans bien des pays pauvres, mais au final c'est la même bourgeoisie capitaliste qui a la mainmise sur les sociétés multinationales et qui continue de s'enrichir avec cet esclavage des temps modernes qu'est le salariat.

Alors il n'y aura pas de « paix des mémoires » tant qu'existera le capitalisme.